



Forum sur la coopération pour le Développement (DCF) Symposium de haut niveau en préparation du DCF de 2012

“Travailler ensemble pour renforcer l’impact de l’aide au développement”

18-19 octobre 2011, Luxembourg



Contexte

Le Sommet Mondial des Nations Unies en 2005 a invité le Conseil économique et social à convoquer un Forum de haut niveau sur la Coopération pour le Développement (DCF) tous les deux ans. Le DCF doit considérer les tendances de la coopération pour le développement, promouvoir une plus grande cohérence parmi les activités de développement des différents acteurs et renforcer le lien normatif-opérationnel dans le travail des Nations Unies.

Depuis sa création en 2007, le DCF est devenu une plateforme clé pour tous les acteurs pour le dialogue politique sur la quantité de l’aide, sa qualité et son efficacité ainsi que sur la cohérence des politiques. Le DCF permet aux Etats membres ainsi qu’aux organisations non-gouvernementales, aux parlementaires, aux collectivités locales et au secteur privé d’échanger leurs points de vue et leurs différentes expériences dans le domaine du développement.

En vue de la préparation du DCF en 2012, une série de symposia de haut niveau incluant tous les acteurs sont organisés. Le premier Symposium intitulé «Orienter la coopération pour le développement vers les OMD: efficacité et résultats» s’est tenu les 5 et 6 mai 2011, à Bamako au Mali. Le deuxième Symposium de haut niveau se tiendra au Luxembourg. Un troisième Symposium de haut niveau sur le lien entre le développement durable et la coopération pour le développement est prévu en février 2012.

Le Symposium de haut niveau du Luxembourg

L’objectif du Symposium est d’identifier les meilleures solutions afin d’aider les pays en développement à s’affranchir progressivement de l’aide. Cela nécessite de maximiser l’impact de l’aide sur le développement durable, et la mobilisation d’autres flux financiers comme l’investissement, le commerce et les ressources intérieures.

Le Symposium visera à examiner la façon dont l’aide peut permettre aux pays en développement de mobiliser des investissements et d’autres types de financement du développement - dans le but de renforcer leurs capacités productives - et de s’engager ainsi sur la voie d’un développement durable.

Une attention particulière sera accordée à la question de s’assurer que les ressources supplémentaires produisent des résultats pour le développement durable - y compris les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société.

Le rôle important de l’aide publique au développement (APD) est reconnu. Le consensus de Monterrey souligne que l’APD joue un rôle essentiel pour renforcer d’autres sources de financement du développement, surtout dans les pays ne pouvant attirer l’investissement direct et privé.

Aider les pays en développement à s’affranchir de l’aide dans le long-terme, exige - à court et à moyen terme - une aide accrue et de meilleure qualité, soutenue par les politiques favorables au développement dans d’autres domaines. Il est également important d’identifier des moyens plus efficaces de renforcer les capacités des pays en développement à mobiliser des ressources domestiques et à attirer des investissements directs étrangers responsables.

Dans ce contexte, le Symposium du Luxembourg analysera les leçons apprises et répondra aux préoccupations essentielles sur les points suivants:

- Utiliser l’aide visant à mobiliser d’autres sources de financement du développement, notamment:
 - Elargir l’accès à des services financiers inclusifs
 - Utiliser l’aide pour promouvoir la mobilisation des ressources domestiques
 - Utiliser l’aide pour attirer les investissements directs étrangers
- S’assurer que les ressources supplémentaires soutiennent le développement durable.

Le Symposium examinera également les expériences des gouvernements des pays programmes pour promouvoir une gestion plus cohérente des diverses modalités de l’aide et des sources domestiques et extérieures de financement du développement. Il permettra également de déterminer le moyen d’inclure tous les acteurs concernés dans des revues nationales et sectorielles des politiques de l’aide et des engagements concernant la qualité de l’aide - pour améliorer ses résultats.

Pour plus d’information, veuillez contacter:

Mr. Thomas Boehler, UNDESA, Bureau de l’appui au Conseil économique et social et de la coordination, service des politiques de coopération pour le développement Tel: +1 (917) 367-9452, Fax: +1 (212) 963-2812, Email: boehler@un.org; cc: kemp@un.org